

BAROMÈTRE INTERNATIONAL DU FINANCEMENT DE L'INNOVATION 2012

8^e
ÉDITION

L'INNOVATION
AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT
DE L'INNOVATION

FISCALITÉ
DE L'INNOVATION

AIDES
ET SUBVENTIONS

**BAROMÈTRE
INTERNATIONAL
DU FINANCEMENT
DE L'INNOVATION
2012**
8^e ÉDITION

OBJECTIFS

1

Dresser un panorama international des dispositifs utilisés par les entreprises pour financer leur R&D

2

Mesurer l'impact de ces mécanismes en termes de croissance et d'innovation

ÉCHANTILLON

4320

entreprises innovantes qui ont eu accès à l'enquête auto-administrée en juin 2012

10 pays

Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, France, Hongrie, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni

Plusieurs typologies de décideurs :

- **des décideurs d'entreprises** (39 %)
- **des directeurs opérationnels** (14 % directeurs innovation/R&D, 20 % DAF, etc.)

Des entreprises de toutes tailles

TPE (25 %),
PME (52 %),
ETI (19 %)
et grands groupes (4 %)

Des entreprises de tous secteurs

en majorité de secteurs High-tech & Mid-tech (Télécommunication 16 %, Énergie/Environnement 15 %, Ingénierie 10 %, Électronique 8 %, Pharmaceutique 8 %) et des services.

Des structures récentes dans l'ensemble

(55 % ont moins de 20 ans dont 28 % moins de 8 ans)

Les résultats concernent les 10 pays. Seuls les écarts significatifs ressortent dans l'étude.

NOUVEAUTÉ
8^e ÉDITION :
**LE COMITÉ
D'EXPERTS**

Pourquoi ce regard expert ?

Rassembler

les acteurs importants
de l'écosystème de l'innovation :

- Associations d'entrepreneurs
- Pôles de compétitivité
- Agence de financement
- Fédérations professionnelles
- Business Angels
- Fonds d'investissement
- Universitaires

Partager et confronter

leurs points de vue

Apporter un éclairage

- économique,
- sectoriel,
- métier

LE COMITÉ :

Bruno Allenet

AXELERA

Daniel Bessa

COTEC (PT)

Pierre Bitard

ANRT

Hamid Bouchikhi

ESSEC

Patrick Cocquet

CAP DIGITAL

Antoine Colboc

PME FINANCE / OMNES CAPITAL

Christian Dubarry

OSEO

Julien Dubois

FRANCE ANGELS / INVESTESSOR

Christophe Fornes

CROISSANCE PLUS / MEMOBOX

Jean-François Gallouin

PARIS INCUBATEURS / PRIL

Dr. Greiner István

MISZ (HU)

Alexander Law

ANIA

Kristell Le Nadan

FINANCE INNOVATION

Francisco Marín

Patrono, COTEC (ES)

Dr. Małgorzata Starczewska-Krzysztozek

PKPP LEWIATAN (PL)

8^e BAROMÈTRE DU FINANCEMENT DE L'INNOVATION : EXECUTIVE SUMMARY

1

Trouver les leviers financiers pour financer leur R&D reste le défi n°1 des entreprises innovantes :

1 entreprise sur 3 craint une baisse de ses financements en 2012 alors qu'elles n'étaient que 22 % l'année dernière.

Des craintes qui peuvent se traduire à courts et moyens termes par une baisse des investissements ou par des délocalisations dans des pays plus attractifs.

2

Les financements publics, maillon central du financement de la R&D :

Si les investissements R&D des entreprises innovantes sont assurés à 55 % en fonds propres en France (53 % dans les 10 pays), les financements externes s'élèvent à 45 % (47 % dans les 10 pays) avec des financements publics (aides directes – subventions – et indirectes – Crédit d'Impôt Recherche notamment) à hauteur de 26 % du financement total.

COMITÉ EXPERT

« Pour rendre le financement de l'innovation plus efficace, il faut s'appuyer sur deux catégories de dispositifs vertueux :

- Ceux ayant un effet de levier sur les financements privés mais qui doivent s'inscrire dans la durée pour être efficaces.
- Ceux relevant d'une logique d'investissement par l'État dans l'objectif de réunir suffisamment de ressources et d'acteurs pour répondre à la compétition internationale. »

REPÈRES

L'édition 2012 du baromètre de l'innovation d'Alma CG a été menée auprès de 4320 entreprises innovantes, PME, ETI et grands groupes de 10 pays (Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, France, Hongrie, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni) dont 1420 entreprises françaises.

Le baromètre a pour vocation d'identifier les actualités des dispositifs de financement et leurs différents impacts sur les entreprises innovantes.

8^e ÉDITION

**L'INNOVATION
AU CŒUR
DE LA
CROISSANCE....**

**... DES
CRAINTES
SUR SON
FINANCEMENT**

CONTEXTE : LE DÉFI D'UNE CROISSANCE PAR L'INNOVATION

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

La **crise économique qui perdure** dans la majorité des pays occidentaux impacte non seulement la croissance des PIB (seulement +0,5 % en France et +0,7 % en Allemagne - cf. tableau annexe 1) mais **oblige ces états à une plus grande rigueur et à une réduction de la dépense publique.**

Cela s'est traduit en 2010 par une baisse de 4% des crédits publics consacrés à la R&D faisant écho à celle des dépenses engagées par le privé (-4,5 % de la DIRDE* dans la zone OCDE en 2009). Dans le même temps, la Chine et les pays en développement comme l'Inde et le Brésil mettent davantage l'accent sur l'innovation.

* Dépenses intérieures en recherche-développement des entreprises

Quel soutien public à la R&D ?

Pour faire face à cette compétition internationale, le soutien à l'innovation doit devenir plus efficient et efficace en s'appuyant sur deux catégories de dispositifs vertueux :

Ceux ayant une capacité d'entraînement sur les financements privés par le biais d'avantages fiscaux ou d'effet de levier. Ils requièrent cependant de la stabilité pour prouver leur pleine efficacité (exemple : en France, le Crédit d'Impôt Recherche).

Ceux relevant d'une logique d'investissement par l'État dont l'objectif est de réunir sur des sujets stratégiques une masse critique de ressources et d'acteurs (exemple : en France, les Investissements d'Avenir)

PANORAMA DES AIDES : DES POLITIQUES DE FINANCEMENT PUBLIC, DES DISPARITÉS NATIONALES

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

2 TENDANCES FORTES

Pour les politiques de financement public en Europe et au Canada, la priorité est de :

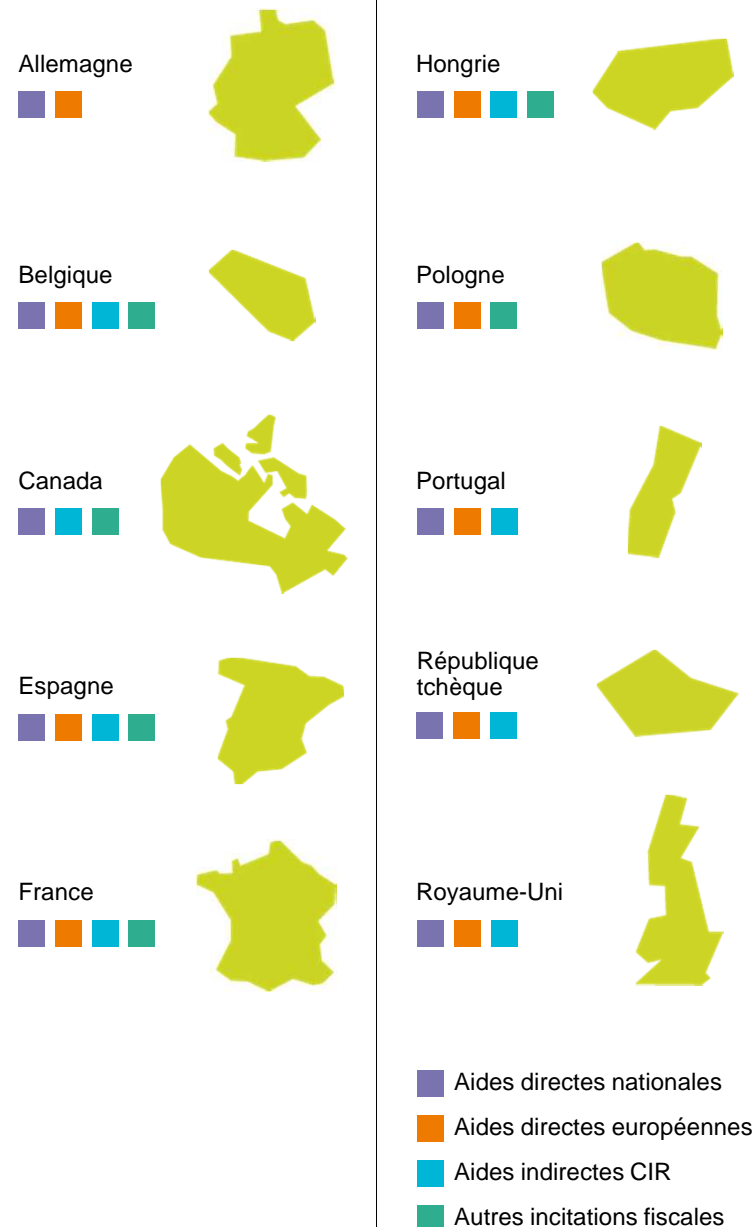
- Accroître la disponibilité et la simplicité d'utilisation des aides indirectes (incitations fiscales),
- Prendre en compte l'intégralité de l'écosystème de l'innovation : acteurs, cycle d'innovation (de la R&D au marché) concernant les aides directes.

COMITÉ EXPERT :

« Les fonds publics se faisant rares, il s'agit aujourd'hui d'imaginer de nouvelles implications publiques de l'ordre de la garantie ou du label, vis-à-vis d'un tiers investisseur par exemple. »

« Ce financement public est d'autant plus important en ce qui concerne l'innovation :

il ne s'agit pas d'un problème de solvabilité des entreprises mais d'une crise de liquidité. »



PANORAMA DES AIDES : DES POLITIQUES DE FINANCEMENT PUBLIC, DES DISPARITÉS NATIONALES

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

Panorama des dispositifs d'aides au financement de l'innovation, par pays

Pays	Principales aides Directes	Principales aides indirectes/ incitations fiscales
Allemagne	Aides européennes : PCRD et FEDER Aides nationales : Fraunhofer Institut , Zentrales Innovationsprogramm Mittelstand (ZIM, Bundesministerium für Forschung und Bildung)	Aucune
Belgique	Aides européennes : PCRD et FEDER Aides nationales : Plan Marshall, IWT	CIR : Déduction pour investissement (DPI) ou Crédit d'Impôt Recherche Autres incitations fiscales : Dispense partielle de versement du précompte professionnel pour le personnel chercheur, Prime Unique d'Innovation, Patent Box
Canada	Aides fédérales : Canadian Innovation Commercialization Program Digital Technology Adoption Pilot Program	CIR : Programme fédéral RS&DE (abondement possible selon les provinces) Autres incitations fiscales : Crédit d'Impôt médias numériques, Crédit d'Impôt Affaires électroniques
Espagne	Aides européennes : PCRD et FEDER Aides nationales : Centro para el Desarrollo Tecnológico Industrial (CDTI), Avanza, CDTI, Reindustrialización, Competitividad, Innoempresa	CIR : Deducciones fiscales por I+D+i
France	Aides européennes : PCRD et FEDER Aides nationales dont : Oséo, FUI, ANR, PISI, Investissements d'avenir	CIR : Crédit d'Impôt Recherche Autres incitations fiscales : Statut Jeune Entreprise Innovante ; Patent box
Hongrie	Aides européennes : PCRD et FEDER Aides nationales : ilnováció finanszírozás közvetlen támogatása , Közvetlen támogatás	CIR : K+F Adókedvezmények Autre incitation fiscale : Patent Box
Pologne	Aides européennes : PCRD et FEDER Aides nationales : Agence polonaise du développement des entreprises, Kredyt technologiczny	CIR : aucun Autre incitation fiscale : déduction pour l'achat de licence de brevet
Portugal	Aides européennes : PCRD et FEDER Aides nationales : QREN (Quadro de Referência Estratégico Nacional)	CIR : SIFIDE Sistema de Incentivos Fiscais à I&D Empresarial
République Tchèque	Aides européennes : PCRD et FEDER Aides nationales : Operační program podnikání a inovace: OPPI	CIR : Odčitatelná položka na výzkum a vývoj
Royaume-Uni	Aides européennes : PCRD et FEDER Aides nationales : R&D allowances	CIR : R&D tax relief Autre incitation fiscale : Patent box

STRATÉGIE DE CROISSANCE 2012 : MAINTENIR UNE DYNAMIQUE D'INNOVATION

L'INNOVATION AU CŒUR DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

3 PRIORITÉS POUR LES ENTREPRISES

1. **Innover** dans les produits et les services (37 %)
2. **Assurer** le financement de leur croissance (16%) (sujet non prioritaire en 2011 mais qui le devient compte tenu de la raréfaction des financements disponibles)
3. Ex aequo :
Réduire leurs coûts/
Se développer à l'international (12 %)



L'innovation : une priorité évidente pour 32 % des entreprises françaises.

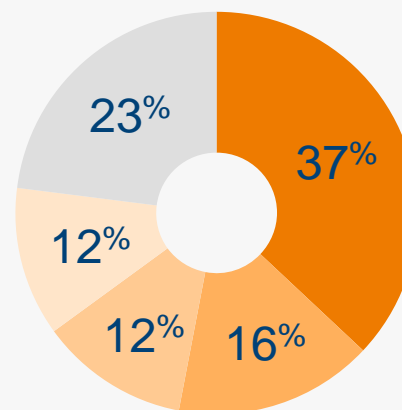
Une plus grande importance accordée aux :

- **problématiques de financement** (23 % vs 16 %)
- **partenariats** (11 % vs 8 %) ex aequo avec le développement international



Parmi les propositions suivantes, quelles sont les 3 priorités de votre stratégie de croissance ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 2 ▶



- Innover** dans les produits et services
- Assurer** le financement de la croissance
- Réduire** les coûts au global dans l'entreprise
- Se développer** à l'international
- Autres

COMITÉ EXPERT :

« L'innovation est un moyen d'augmenter ses prix de vente et donc la marge pour l'entreprise.

Dans le cas contraire, l'innovation n'aurait pas de sens. »

« La priorité des entreprises innovantes interrogées est très claire et se concentre sur la R&D.

On peut penser que, pour des sociétés plus traditionnelles, la réduction des coûts prendrait une place beaucoup plus importante. »

TENDANCE : 1 ENTREPRISE SUR 3 REDOUTE UNE BAISSSE DE SES FINANCEMENTS

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

POINTS CLES 10 PAYS

Une baisse des financements constatée par 22 % des répondants en 2011

et qui va en s'aggravant (31 % en 2012).

Pour la majorité des entreprises innovantes, leur financement reste stable (45 %) ou en augmentation (34 %).

FOCUS FRANCE

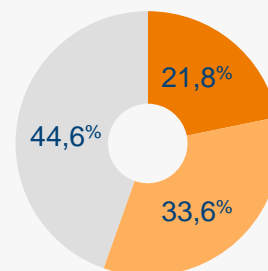
Les entreprises françaises sont :

- **moins nombreuses** à subir une **baisse de financement** (18 % des répondants vs 22 %)
- pour 2012, **aussi inquiètes que dans les autres pays** (elles sont 29 % à craindre une baisse vs 31 %)

CHIFFRES CLES 10 PAYS

Évolution des investissements pour 2011

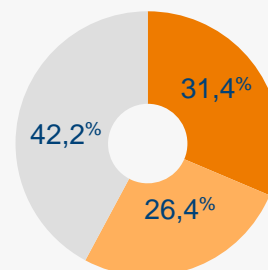
Cf. TABLEAU ANNEXE 3 ▶



- En diminution
- En augmentation
- Stable

Prévision des investissements pour 2012

Cf. TABLEAU ANNEXE 3 ▶



- En diminution
- En augmentation
- Stable

L'Espagne et le Portugal au cœur de la tourmente

• **Baisse des financements** beaucoup plus importante que dans les autres pays (34 % vs 22 % en moyenne et 18 % en France).

• **Prévision 2012 alarmante** avec une baisse qui toucherait près de 45 % des entreprises ibériques.

LE DÉFI : INNOVER TOUT EN MAÎTRISANT SES COÛTS

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

3 GRANDS DÉFIS POUR L'INNOVATION

Le **financement de la R&D** en tête de liste : un défi principal en France, au Canada et en République Tchèque.

Un **management efficace** des ressources dédiées à l'innovation, notamment en Espagne ou au Portugal.

La **réduction du time to market** : la 1^{ère} priorité en Hongrie.



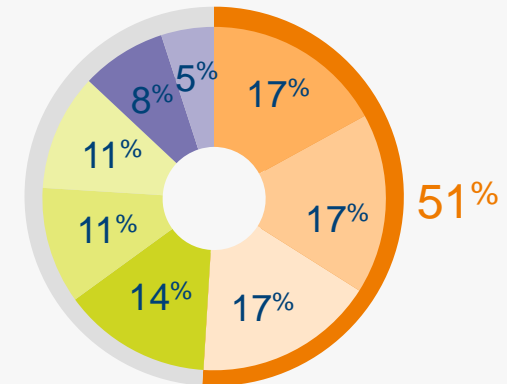
Les 3 principaux défis en France :

- **le financement de l'innovation** (20 % vs 17 %)
- **la réduction du time to market** (18 %)
- **Le management de l'innovation** (14 %)



Les principaux défis de l'entreprise en matière d'innovation

Cf. TABLEAU ANNEXE 4 ▶



Manager efficacement les ressources internes et externes dédiées à l'innovation

Maintenir ou augmenter l'intensité du financement de la R&D

Réduire le temps de mise au marché des nouveaux produits ou services

Bien évaluer ses besoins en R&D, les axes stratégiques à poursuivre en interne et ceux pouvant être externalisés

Rechercher des experts technologiques, structurer et animer ses partenariats externes

Innover en tenant compte des enjeux environnementaux, énergétiques et sociétaux

S'y retrouver dans les systèmes publics d'aide à l'innovation

Protéger ses innovations (brevets)

8^e ÉDITION

FINANCEMENT DE L'INNOVATION :

UTILISATION ET VERTUS DES DISPOSITIFS

LA R&D FINANCÉE EN MAJORITÉ PAR LES ENTREPRISES

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT
DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

POINTS CLÉS 10 PAYS

En 2012, les entreprises financent leur R&D par :

- leurs fonds propres à hauteur de 53 % de l'investissement,
- des financements externes, publics et privés à hauteur de 47 %.

Ces **ressources externes** proviennent :

- à 55 % de fonds publics : aides directes ou indirectes,
- à 45 % de fonds privés, institutionnels ou particuliers.

FOCUS FRANCE

Dans les entreprises françaises, cette répartition reste assez semblable à celle constatée dans les autres pays :

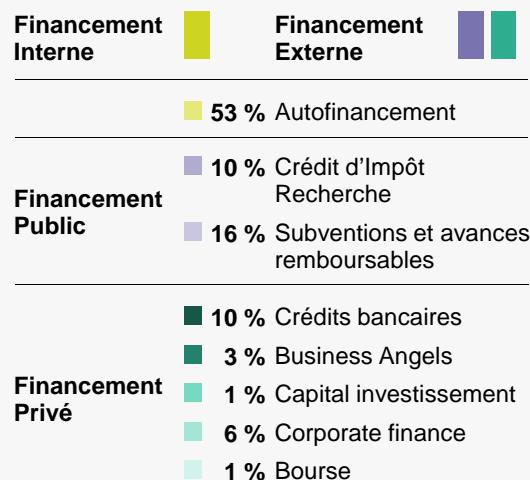
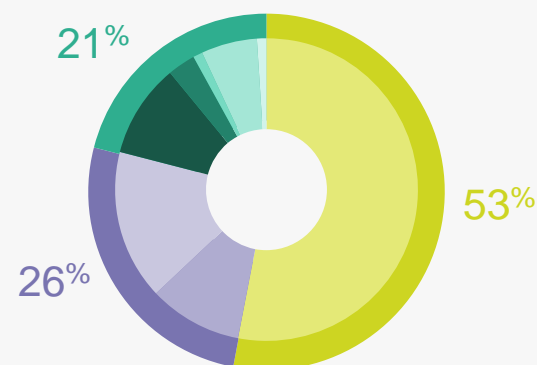
Autofinancement : 55,5 %

Financements publics : 27,4 %

CHIFFRES CLÉS 10 PAYS

Sur les trois dernières années, quelle est, selon vous, la part respective (en %) de ces différentes ressources de financement utilisées par votre entreprise ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 5a ▶



COMITÉ EXPERT :

« Seul le public peut soutenir la R&D fondamentale mais ces aides ne doivent pas se substituer au marché.

Elles ont un sens dans les phases amont, au stade où les clients n'existent pas encore et pour des sujets qui relèvent d'un enjeu stratégique du pays.

À l'inverse, il est improductif de soutenir artificiellement le financement de projets qui auraient dû atteindre un stade de développement tel que les financements privés deviennent normalement accessibles. »

UN SOUTIEN PUBLIC INDISPENSABLE POUR LES ENTREPRISES INNOVANTES

L'INNOVATION AU CŒUR DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

Ce document est la propriété exclusive d'Alma Consulting Group



Le poids des financements publics dans les investissements R&D est prépondérant. On note cependant des variations importantes selon la taille de l'entreprise :

TPE, PME

des financements externes couvrant entre 44 et 49 % du total à financer avec une présence notable des Business Angels dans les entreprises de moins de 10 personnes.

ETI

la catégorie la plus dépendante des financements publics à l'innovation avec une part relative de 31 % (vs 17 % pour les groupes et 26 % pour les PME).

Grands groupes

un investissement en R&D assuré aux 2/3 sur fonds propres.



Sur les trois dernières années, quelle est, selon vous, la part respective (en %) de ces différentes ressources de financement utilisées par votre entreprise ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 5b ▶

<10 salariés



De 10 à 250 salariés



De 250 à 500 salariés



De 500 à 5000 salariés



>5000 salariés



Financement Interne

■ Autofinancement

Financement Externe

■ Financement public

■ Financement privé

QUEL SOUTIEN PUBLIC À L'INNOVATION ?

L'INNOVATION AU CŒUR DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

Ce document est la propriété exclusive d'Alma Consulting Group

COMITÉ EXPERT :

« Il faut regarder l'écosystème dans sa globalité : ne pas financer certaines catégories d'entreprises n'a pas de sens.

Si l'innovation se fait surtout dans les PME, c'est par les grands groupes qu'on arrive à cristalliser sur un territoire une masse critique d'acteurs et de moyens. »

« Si on veut obtenir les effets souhaités sur le niveau de la Recherche et rattraper notre retard, il faut que tout le monde s'y intéresse, à commencer par les grands groupes qui représentent une puissance de feu non négligeable à l'international.

Dans ces conditions, n'aider que les PME n'a pas de sens. C'est d'autant plus vrai que nous constatons un formidable phénomène d'accélération sur l'innovation quand les PME et les grands groupes collaborent.

Aussi, l'intensité d'aide dans les PME et les ETI pourrait être plus prononcée (moins de moyens, plus fragiles) mais le support doit rester global. »

« Dans ces conditions, les aides d'état doivent être regardées sur leur capacité d'entraînement.

Si 100 € d'aide de l'État entraîne 300 € d'épargne privée dépensée en R&D, le coût pour l'État est minimal avec un réel effet de levier sur le privé. »

LES DISPOSITIFS PUBLICS AU CŒUR DU FINANCEMENT DE LA R&D

L'INNOVATION AU CŒUR DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

POINTS CLES 10 PAYS

Les financements externes les plus utilisés :

- **CIR** : le mécanisme de référence utilisé par 58 % des entreprises (+5 pts vs 2011)
- **Aides et subventions** : 54 % (+3 points vs 2011)
- Forte augmentation des **crédits bancaires** 39 % (+ 6 points vs 2011)

Financements publics : plus l'entreprise est importante, plus leur utilisation augmente (exemple : 42 % des TPE utilisent le CIR vs 75 % des groupes, 48 % vs 73 % pour les aides directes)

Financements privés :

structuration du début de la chaîne du financement autour des Business Angels (25 %) avec un passage de relais au capital investissement.

FOCUS FRANCE

Les entreprises françaises sont plus nombreuses à recourir :

- au **CIR** plus incitatif qu'ailleurs (64 % vs 58 %)
- et aux **Business Angels** (18 % vs 9 %).

A contrario, le recours aux banques est en retrait (33 % vs 39 %).

Le statut Jeune Entreprise Innovante est utilisé par 1 répondant sur 5 qui en bénéficie (4 500 JEI en 2012)

CHIFFRES CLES 10 PAYS

Sur les trois dernières années, quelles ressources externes votre entreprise a-t-elle utilisées pour financer ses projets de R&D ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 6a ▶

Crédit d'Impôt Recherche
58,06 %

Subventions et avances remboursables
53,76 %

Crédits bancaires
39,08 %

Business Angels
9,34 %

CHIFFRES CLES FRANCE

Cf. TABLEAU ANNEXE 6b ▶

Crédit d'impôt Recherche
64 %

Subventions et avances remboursables
54 %

Crédits bancaires
33 %

Business Angels
18 %

FINANCEMENT DE LA R&D : ACCÉLÉRATION DU PROCESSUS D'INNOVATION DES ENTREPRISES

L'INNOVATION AU CŒUR DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

Ce document est la propriété exclusive d'Alma Consulting Group

SES IMPACTS

Pour **6 entreprises sur 10**, accroissement d'**au moins 50 %** de leur CA et du nombre d'innovations commercialisées.

- Maximum atteint en France, en Pologne, en Hongrie et au Canada (7 répondants sur 10)

- Contrairement à l'Espagne et la République Tchèque (3 sur 10)

Pour **1 sur 2**, accélération de la mise au marché de leurs innovations.

Pour **4 sur 10**, augmentation des embauches et de partenariats R&D.



L'impact des financements externes est plus marqué au sein des entreprises françaises que dans la moyenne des autres entreprises :

50 % constatent une augmentation de l'emploi R&D (vs 41 %)

66 % une augmentation du CA sur les nouvelles offres (vs 59 %)

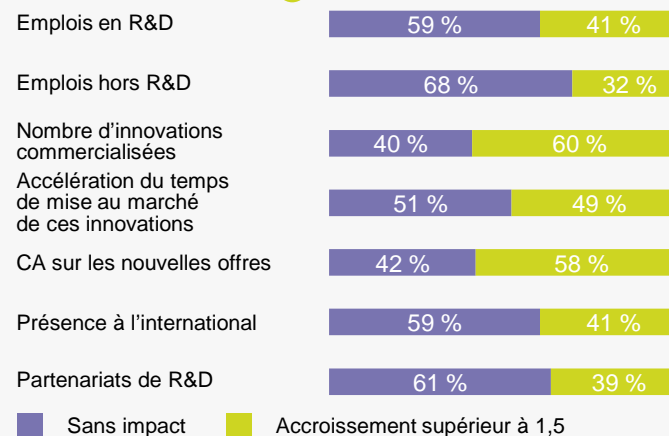
70 % sur le nombre d'innovations commercialisées (vs 60 %)

46 % sur les partenariats (vs 38 %)



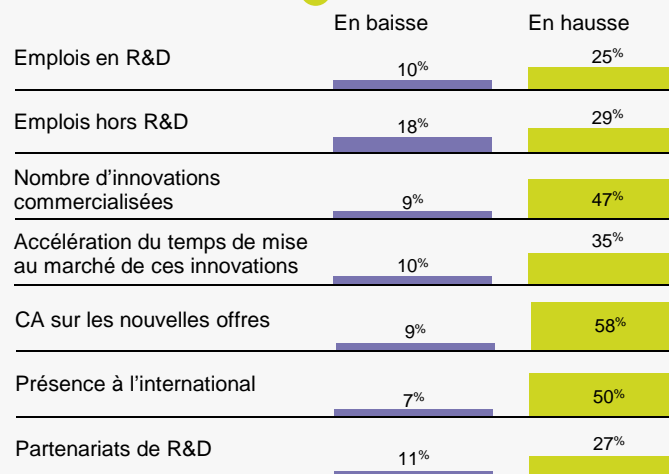
Grâce à ces financements, quelle est l'évolution de votre entreprise dans les domaines suivants ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 7a ▶



Quelles perspectives 2012/2013 ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 7b ▶



8^e ÉDITION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

CREDIT D'IMPOT RECHERCHE :

LE DISPOSITIF CLÉ POUR DIMINUER LE COUT DE LA R&D

L'INNOVATION AU CŒUR DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS



Le CIR reste le 1^{er} dispositif de financement externe utilisé pour la R&D :

- 58 % des interrogés utilisent le CIR.
- 18 % sont des primo-déclarants.

L'utilisation du CIR varie selon la taille des entreprises : plus l'entreprise est grande, plus le CIR est utilisé.

Certains freins perdurent :

- Activités non éligibles (25 %)
- Méconnaissance du dispositif (18 %)
- Complexité du mécanisme (16 %)



Instauré en 1983, le CIR compte 12 852 bénéficiaires en 2010.

En 2012, 64 % des entreprises interrogées l'utilisent (TPE : 47 %, PME : 66 %, ETI : 74 %, plus de 92 % des grands groupes innovants !)

Pourtant simplifié à plusieurs reprises, le CIR présente toujours les mêmes obstacles pour les entreprises :

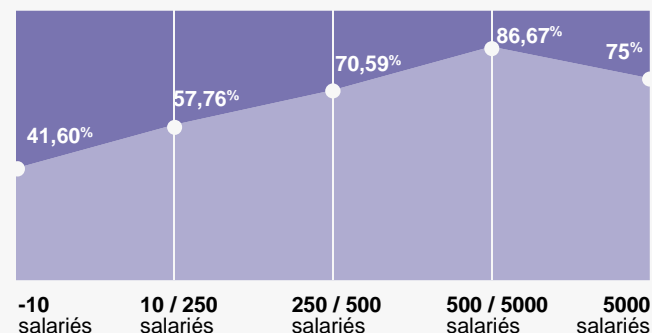
- activités non éligibles (25 %),
- méconnaissance du dispositif (18 %),
- complexité de mise en œuvre (17 %).



Au cours des trois dernières années, quelles ressources externes votre entreprise a-t-elle utilisées pour financer ses projets de R&D ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 8a

Crédit d'Impôt Recherche en %



En pensant au CIR, quelles sont, parmi les affirmations suivantes, les 3 avec lesquelles vous êtes le plus d'accord ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 8b

Le dispositif clé de soutien à l'innovation	29 %
Une incitation à prendre des risques	18 %
Une manière de rendre le coût de la recherche en France plus compétitif	30 %
Un outil d'attractivité du territoire (attirer les talents, les entreprises étrangères)	7 %
Un dispositif inutile	2 %
Une bouffée d'oxygène dans un contexte économique difficile	14 %

Le CIR : un instrument majeur pour toute une politique économique

- Il soutient les investissements dans des domaines risqués ou ne relevant pas d'une logique de profit à court terme
- En 2012, il permet à 59 % des entreprises innovantes de réinvestir en R&D (projets, brevets, équipement, embauches ou commercialisation de la R&D)

Son rôle clé dans la vie des entreprises

Il contribue à la sauvegarde d'une majorité des entreprises dans un contexte de crise :

- Utilisation du CIR comme une facilité de trésorerie : **x2 vs 2011** (soit 45 % des répondants au Canada et en Espagne)
- **20 %** des espagnols et tchèques l'utilisent pour sauvegarder l'emploi
- Réinvestissement du CIR en R&D : - **5pts vs 2011**

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

Le réinvestissement direct en R&D et en brevets est plus marqué dans les entreprises françaises que dans la moyenne des 10 pays interrogés (40,4 % vs 36 %) avec les ETI (42,3 %) et les grands groupes (45,5 %) en tête.

La part réinjectée en trésorerie/paiement fournisseurs est elle aussi plus marquée (32 % des répondants vs 29 %) soulignant l'importance du dispositif en particulier pour les TPE/PME, plus fragiles en temps de crise.

Comment le CIR 2011 va-t-il être principalement réinvesti par votre entreprise ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 9a ▶

Facilité de trésorerie/ Paiement fournisseurs	29 %
Maintien de l'emploi	9 %
Embauches	4 %
En R&D et en brevets	36 %
En acquisition d'équipements	8 %
Dépenses de commercialisation de ses innovations	12 %
Autre	3 %

Cf. TABLEAU ANNEXE 9b ▶

Facilité de trésorerie/ Paiement fournisseurs	32 %
Maintien de l'emploi	10 %
Embauches	4 %
En R&D et en brevets	41 %
En acquisition d'équipements	3 %
Dépenses de commercialisation de ses innovations	8 %
Autre	2 %

STABILITÉ DU DISPOSITIF : L'INQUIÉTUDE MONTE

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS



Les entreprises expriment leurs craintes :

Disparition du dispositif : **24 %**

Réduction des postes de dépenses
éligibles : **21 %**

Réduction / plafonnement du montant
d'aide pour l'entreprise : **17 %**

Restriction du bénéfice
à une seule catégorie d'entreprises
(PME par exemple), complexification
du dispositif : **11 %**

Sont aussi évoqués :

- la suppression des modalités d'octroi anticipé (7 %)

- la disparition des conditions de réutilisation du CIR imposées par le législateur (9 %)

COMITÉ EXPERT :

« Cette crainte peut se traduire à moyen terme par une baisse des investissements ou par des relocalisations dans des pays plus attractifs car l'innovation est aujourd'hui mondiale. »

Pays	Les évolutions possibles
Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> • Possible mise en place d'un Crédit d'Impôt recherche
Belgique	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de 2 pts de la déduction pour investissement soit 15,5 % pour les investissements effectués en 2012 • Amélioration de la réduction du Prémcompte Professionnel pour le personnel de R&D au 1^{er} Janvier 2013 qui passe de 75 à 80 %
Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre des recommandations du rapport Jenkins à partir de l'exercice fiscal 2014 : moins d'aides indirectes, plus d'aides directes, pour une enveloppe budgétaire globale constante
Espagne	<ul style="list-style-type: none"> • Menaces sur la pérennité des dispositifs
France	<ul style="list-style-type: none"> • Possible extension du CIR aux dépenses d'innovation réalisées par les PME • Restauration du statut JEI
Hongrie	<ul style="list-style-type: none"> • Dès 2012 baisse du taux de la contribution à l'innovation (taxe soumise aux entreprises)
Pologne	<ul style="list-style-type: none"> • Possible mise en place d'un Crédit d'Impôt recherche
Portugal	<ul style="list-style-type: none"> • Disparition de la rétroactivité du SIFIDE et durcissement des délais de demande • Menaces sur la pérennité des dispositifs
République Tchèque	<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'amélioration du CIR reporté en 2014
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du R&D tax relief pour les PME (passage de la super-déduction de 175 % à 225 % en 2012), introduction du « Above The Line » credit pour les grandes entreprises (amélioration des modalités d'octroi) • Introduction progressive du dispositif de Patent Box de 2013 à 2017 (taux maximum)

STABILITÉ
DU DISPOSITIF :

L'EXEMPLE DE LA RÉFORME 2011 EN FRANCE

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

Ce document est la propriété exclusive
d'Alma Consulting Group



**7 entreprises innovantes
sur 10 ont constaté
les effets négatifs
de la réforme 2011
sur leur R&D.**

Suspendues aux différentes lois de finances et annonces de révision du CIR, les entreprises hésitent à l'intégrer comme un outil de management de leur R&D, ce qui a pour conséquence le ralentissement des initiatives à moyen ou long terme.

COMITÉ EXPERT :

**« La clé pour soutenir
l'entrepreneur reste
la stabilité fiscale. »**



**D'après vous, quelles conséquences
directes les évolutions de la loi
de finances 2011 sur le CIR ont-elles
eues pour votre entreprise ?**

Cf. TABLEAU ANNEXE 10

Aucune	30,88 %
Moins de visibilité à moyen/long terme en raison de l'instabilité du dispositif	52,45 %
Limitation des montants de R&D sous-traitée	25,00 %
Baisse des dépenses de R&D à venir	29,29 %
Baisse du CIR obtenu	44,90 %
Recours à un prestataire conseil pour la prise du CIR	16,67 %

(Données France uniquement)

CIR : UN OUTIL MAJEUR DE L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

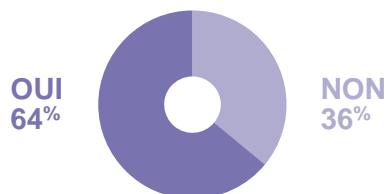
Ce document est la propriété exclusive
d'Alma Consulting Group



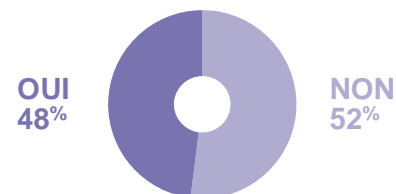
D'après vous, est-ce que le CIR a eu un impact décisif et mesurable sur :

Cf. TABLEAU ANNEXE 11 ▶

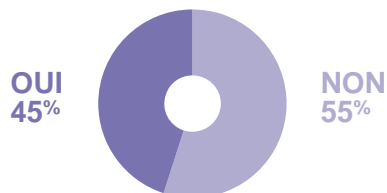
La décision de lancement d'un programme de R&D dans un pays plutôt que dans un autre



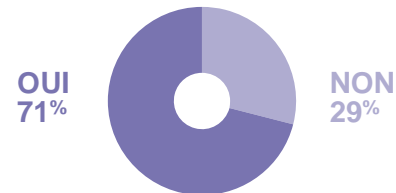
Le choix de vos partenaires de R&D dans un pays plutôt que dans un autre



L'implantation de nouveaux centres de R&D en France



La non-délocalisation de vos centres de R&D déjà implantés en France



Les entreprises françaises plébiscitent le Crédit d'Impôt Recherche :

72 % des répondants le considèrent comme le **plus performant au monde**.

COMITÉ EXPERT :

« L'économie est mondialisée et les industries sont de plus en plus volatiles.

Le CIR est un outil majeur pour **attirer les talents** et **conserver les entreprises** sur le territoire. »

« En France, le CIR a eu un **effet stabilisant** sur les centres de recherche. »

STATUT JEUNE
ENTREPRISE
INNOVANTE :
**UNE
RESTAURATION
DU STATUT JEI
SALUÉE PAR LES
ENTREPRENEURS**

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

Ce document est la propriété exclusive
d'Alma Consulting Group



Mis en place en 2004,
le statut JEI a été
intégré par les créateurs
d'entreprises :

Un dispositif utilisé
par **21 %** des entreprises
répondantes

52 % l'ont mis en place
dès la **1^{ère} année** suivant
la création de l'entreprise

Un chiffre qui grimpe
à **96 %** au cours
des **4 premières années**



**Selon vous, quelles sont les principales
conséquences directes de la réforme 2012
(restaurant en partie les avantages
du dispositif JEI) sur votre entreprise ?**

Cf. TABLEAU ANNEXE 12 ▶

Relancer le plan d'embauche dans l'entreprise	48 %
Relancer vos investissements en R&D	37 %
Augmenter votre prise de risque en termes d'innovation	27 %
Diminuer votre besoin de financement externe	58 %
Vous donner une meilleure visibilité dans la mise en place de votre stratégie de développement	45 %

CRÉDIT D'IMPÔT
INNOVATION :

UN ACCUEIL FAVORABLE PAR LES ENTREPRISES

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

Ce document est la propriété exclusive
d'Alma Consulting Group



Les entreprises innovantes considèrent que la création d'un CII est un complément de financement qui faciliterait le développement et la mise sur le marché de leurs innovations.

Des doutes subsistent quant à sa mise en œuvre dans un paysage fiscal déjà riche et soumis à une nécessaire réduction du budget de l'État.

COMITÉ EXPERT :

« Pour les TPE et les PME, ce dispositif peut être un levier pour accélérer le processus de mise sur le marché mais à la seule condition qu'il soit simple à utiliser. »



Que pensez-vous de l'instauration d'un Crédit d'impôt innovation (CII) qui serait destiné à soutenir les dépenses des entreprises en aval de la recherche et du développement ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 13 ▶

Impact positif sur le développement de votre entreprise	56,62 %
Augmentation du nombre d'innovations que l'entreprise pourra lancer sur le marché	40,71 %
Accroissement des chances de succès des innovations de votre entreprise	38,74 %
Élargissement des activités éligibles au Crédit d'Impôt Recherche	35,18 %
Risque de nivellement par le bas de la qualité de la recherche en France	9,49 %
Encore un dispositif fiscal de plus dans un paysage fiscal déjà très complexe	37,15 %
Simple effet d'annonce : l'État n'a pas les moyens de le financer	28,46 %
Autre	7,91 %

8^e ÉDITION

AIDES ET SUBVENTIONS

AIDES ET SUBVENTIONS : UN NÉCESSAIRE ACCOMPAGNEMENT DES PME

L'INNOVATION AU CŒUR DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS



54 % des entreprises répondantes ont bénéficié d'aides :

dans près de **70 % des cas sous forme de subventions**, le reste en avances remboursables.

Plus les entreprises sont importantes, plus elles utilisent les aides directes soit **1 PME sur 2** quand cela concerne **75 % des grands groupes**.

Cela s'explique par la différence de ressources est nécessaire pour lever les freins suivants :

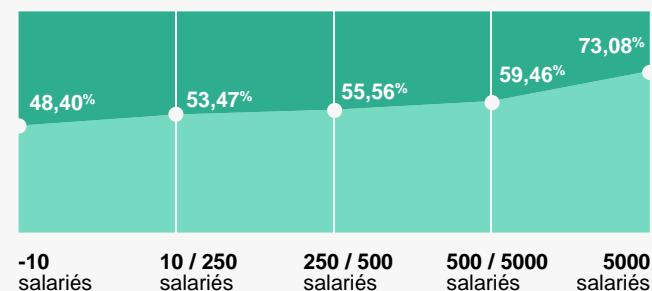
- Complexité des dispositifs (27 %)
- Méconnaissance de ces aides (26 %)
- Temporalité des aides inadaptées à la stratégie des entreprises (24 %)



Sur les trois dernières années, quelles ressources externes votre entreprise a-t-elle utilisées pour financer ses projets de R&D ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 14

Aides et subventions en %



Les entreprises françaises sont dans la moyenne des autres pays interrogés avec 1 PME sur 2 utilisatrices (dont TPE 49 % et 54 % des 10p à 250p) et 75 % des grands groupes qui bénéficient d'aides et subventions.

AIDES ET SUBVENTIONS : PRIORITÉ AUX FINANCEMENTS NATIONAUX

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS



Les entreprises utilisent :

- Pour 72 % des financements nationaux,
- Pour 49 % des dispositifs régionaux,
- Pour 28 % des aides européennes.

Des aides européennes qui peinent à trouver leur cible :

79 % des groupes innovants ont bénéficié d'aides européennes sur les 36 derniers mois mais seulement 27 % des PME.

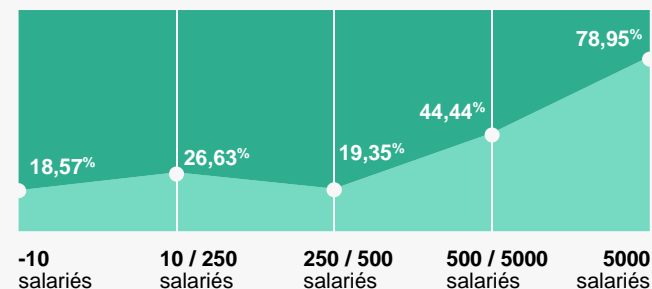
Pourtant ces dernières bénéficient d'un taux de financement beaucoup plus important dans les programmes européens ainsi que d'un accompagnement pour leur en faciliter l'accès.



Votre entreprise a-t-elle bénéficié de financements européens ?

Cf. TABLEAU ANNEXE 15

Financements européens : OUI en %



COMITÉ EXPERT :

« C'est là que les pôles et les structures intermédiaires doivent se faire le relais des PME et leur ouvrir l'accès aux projets collaboratifs européens. »

LES ÉVOLUTIONS SOUHAITÉES PAR LES ENTREPRISES

L'INNOVATION AU CŒUR
DE LA CROISSANCE

FINANCEMENT DE L'INNOVATION

FISCALITÉ DE L'INNOVATION

AIDES ET SUBVENTIONS

Proposition n°1

19 % des répondants demandent **un raccourcissement des délais** entre la soumission du projet et son démarrage effectif :

Les entreprises attendent des **procédures plus rapides et plus souples** pour rester dans la compétition mondiale.

Proposition n°2

17 % des répondants - ex aequo

Augmentation du taux de financement

quitte à diminuer le nombre de bénéficiaires,

Augmentation du nombre d'appels à projet en continu (vs sujets imposés),

Plus de liberté dans les thèmes traités.



Les évolutions souhaitées par les entreprises n'impliquent pas de budgets supplémentaires d'autant qu'ils existent (80 Md€ prévus dans le cadre du programme européen Horizon 2020) mais une meilleure prise en compte des besoins des entreprises assurerait une diffusion plus efficace (par ex : 28 % des fonds FEDER n'ont pas encore été distribués en France)

COMITÉ EXPERT :

« Concernant les bénéficiaires, il est important de ne pas en diminuer le nombre.

Il y a trop peu d'entreprises qui « goûtent » à l'innovation et à l'international et c'est un challenge que de les y amener. »

8^e ÉDITION

CONCLUSION

Ce document est la propriété exclusive
d'Alma Consulting Group

8^e BAROMÈTRE DU FINANCEMENT DE L'INNOVATION : CONCLUSION

1

L'investissement dans l'innovation est impératif pour développer un leadership mondial et créer de la valeur.

2

Les politiques publiques doivent être orientées vers les entreprises de croissance pour les aider à s'affirmer par l'innovation et les soustraire à la loi de la concurrence par les coûts.

3

Pourtant, un paradoxe s'installe au sein des entreprises innovantes interrogées : leur inquiétude monte entre un contexte économique morose et des changements fiscaux et réglementaires récents alourdissant le climat entrepreneurial.

4

À l'heure des débats sur les moyens d'un retour à la croissance et d'une participation de chacun à la réduction de la dette publique, il devient important d'assurer un meilleur équilibre entre :

- d'une part, le financement public qui se concentre principalement sur la phase la plus risquée de l'innovation
- et d'autre part, une politique générale du pays qui ne favorise pas la rétention de ses entreprises et de ses entrepreneurs.

5

Les moyens existent sous réserve d'une meilleure concertation : plus grande stabilité fiscale et harmonisation européenne, réforme du financement des PME, orientation de l'épargne vers l'innovation, développement des business angels et du mécénat, renforcement des partenariats PME/grands groupes, etc.

**Alma CG
remercie
l'ensemble de
ses partenaires :**

Alliance 7

Allizé Plasturgie

ANIA

Aproged

Avise

Axelera

**Cleantech Open
France**

Compinnov

CISMA

Finance Innovation

France Angels

Investessor

Mouves

**Paris Région
Innovation Lab**

PME Finance

**Espresso Capital
Partners (CA)**

MISZ (HU)

MMO (PL)

PKPP Lewiatan (PL)

CCIP (PL)

AIP (PT)

AERLIS (PT)

Vous voulez devenir partenaire de l'édition 2013 ?
Écrivez nous à developpement@almacg.com

8^e ÉDITION

ANNEXES

Ce document est la propriété exclusive
d'Alma Consulting Group

ANNEXES

BAROMÈTRE
INTERNATIONAL
DU FINANCEMENT
DE L'INNOVATION
2012
8^e ÉDITION

Ce document est
la propriété exclusive
d'Alma Consulting Group

TABLEAU ANNEXE 1 ◀

LE DÉFI D'UNE CROISSANCE PAR L'INNOVATION

Pays	CA	BE	CS	DE	ES	FR	HU	PL	PT	UK
Taux de croissance du PIB réel 2012	2,1 %	0,0 %	0,0 %	0,7 %	-1,8 %	0,5 %	-0,3 %	2,7 %	-3,3 %	0,5 %
DIRD* 2010/2011 en % du PIB	1,7 %	2,0 %	1,6 %	2,8 %	1,4 %	2,3 %	1,2 %	0,7 %	1,6 %	1,8 %
Évolution annuelle depuis 2005	+1,2 %	+2,9 %	+5,7 %	+3,7 %	+5,3 %	+2,0 %	+4,0 %	+10,3 %	+15,9 %	+0,9 %
DIRDE* 2010/2011 en % du PIB	0,9 %	1,3 %	1,0 %	1,9 %	0,7 %	1,4 %	0,7 %	0,2 %	0,7 %	1,1 %

*Sources : Eurostat, OCDE

TABLEAU ANNEXE 2 ◀

P Parmi les propositions suivantes, quelles sont les 3 priorités de votre stratégie de croissance ?

Innover dans les produits et services	37 %
Assurer le financement de la croissance	16 %
Réduire les coûts au global dans l'entreprise	12 %
Se développer à l'international	12 %
Renforcer et développer les partenariats commerciaux, techniques ou industriels	8 %
Renforcer la relation client	7 %
Renforcer la marque et améliorer la visibilité de l'entreprise	7 %
Réduire l'impact environnemental de l'entreprise	1 %

TABLEAU ANNEXE 3 ◀

DIRIEZ-VOUS QUE LES MONTANTS COLLECTÉS PAR VOTRE ENTREPRISE POUR FINANCER SON ACTIVITÉ SONT ?

	Pour 2011 plutôt	Pour 2012 plutôt
En augmentation	33,6 %	26,4 %
Stable	44,6 %	42,2 %
En diminution	21,8 %	31,4 %

ANNEXES

BAROMÈTRE
INTERNATIONAL
DU FINANCEMENT
DE L'INNOVATION
2012
8^e ÉDITION

TABLEAU ANNEXE 4 ◀

QUELS SONT LES 3 PRINCIPAUX DÉFIS DE VOTRE ENTREPRISE EN MATIÈRE D'INNOVATION CETTE ANNÉE ? LES CLASSER PAR ORDRE D'IMPORTANCE

Manager efficacement les ressources internes et externes dédiées à l'innovation	17 %
Maintenir ou augmenter l'intensité du financement de la R&D	17 %
Réduire le temps de mise au marché des nouveaux produits ou services	17 %
Bien évaluer ses besoins en R&D, les axes stratégiques à poursuivre en interne et ceux pouvant être externalisés	14 %
Rechercher des experts technologiques, structurer et animer ses partenariats externes	11 %
Innover en tenant compte des enjeux environnementaux, énergétiques et sociétaux	11 %
S'y retrouver dans les systèmes publics d'aide à l'innovation	8 %
Protéger ses innovations (brevets)	5 %

TABLEAU ANNEXE 5a ◀

SUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, QUELLE EST, SELON VOUS, LA PART RESPECTIVE (EN %) DE CES DIFFÉRENTES RESSOURCES DE FINANCEMENT UTILISÉES PAR VOTRE ENTREPRISE ?

FINANCEMENT INTERNE		Autofinancement	53 %
	FINANCEMENT EXTERNE	Financement public	Crédit d'impôt Recherche
Subventions et avances remboursables			16 %
	Financement privé	Crédits bancaires	10 %
		Business angels	3 %
		Capital investissement	1 %
		Corporate finance	6 %
		Bourse	1 %

ANNEXES

BAROMÈTRE
INTERNATIONAL
DU FINANCEMENT
DE L'INNOVATION
2012
8^e ÉDITION

TABLEAU ANNEXE 5b ◀

SUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, QUELLE EST, SELON VOUS, LA PART RESPECTIVE (EN %) DE CES DIFFÉRENTES RESSOURCES DE FINANCEMENT UTILISÉES PAR VOTRE ENTREPRISE ?

	Moins de 10 salariés	De 10 à 250 salariés	De 250 à 500 salariés	De 500 à 5000 salariés	5000 salariés	Total
Autofinancement	55,59 %	51,37 %	50,58 %	53,77 %	66,81 %	53 %
Crédit d'impôt Recherche	9,69 %	9,84 %	11,05 %	14,70 %	9,00 %	10 %
Subventions et avances remboursables	13,69 %	18,59 %	10,77 %	16,23 %	7,61 %	16 %
Crédits bancaires	9,22 %	11,95 %	11,48 %	4,64 %	6,05 %	10 %
Business angels	7,85 %	0,66 %	1,92 %	0,65 %	0,00 %	3 %
Capital investissement	1,07 %	1,46 %	0,00 %	0,00 %	3,16 %	1 %
Corporate finance	2,89 %	5,96 %	13,77 %	10,01 %	6,58 %	6 %
Bourse	0,00 %	0,17 %	0,43 %	0,00 %	0,79 %	1 %

TABLEAU ANNEXE 6a ◀

SUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, QUELLES RESSOURCES EXTERNES VOTRE ENTREPRISE A-T-ELLE UTILISÉES POUR FINANCER SES PROJETS DE R&D ?

	Moins de 10 salariés	De 10 à 250 salariés	De 250 à 500 salariés	De 500 à 5000 salariés	5000 salariés	Total
Crédit d'impôt Recherche	41,60 %	57,76 %	70,59 %	86,67 %	75,00 %	58,06 %
Subventions et avances remboursables	48,40 %	53,47 %	55,56 %	59,46 %	73,08 %	53,76 %
Crédits bancaires	35,80 %	42,42 %	42,86 %	25,68 %	34,62 %	39,08 %
Business angels	24,70 %	4,37 %	4,76 %	4,05 %	3,85 %	9,34 %
Capital investissement	11,10 %	6,94 %	6,35 %	4,05 %	19,23 %	8,25 %
Corporate finance	9,50 %	16,97 %	25,40 %	21,62 %	42,31 %	16,63 %
Bourse	1,60 %	2,06 %	7,94 %	4,05 %	15,38 %	2,79 %

ANNEXES

BAROMÈTRE
INTERNATIONAL
DU FINANCEMENT
DE L'INNOVATION
2012
8^e ÉDITION

TABLEAU ANNEXE 6b ◀

CHIFFRES FRANCE : SUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, QUELLES RESSOURCES EXTERNES VOTRE ENTREPRISE A-T-ELLE UTILISÉES POUR FINANCER SES PROJETS DE R&D ?

Crédit d'impôt Recherche	64 %
Subventions et avances remboursables	54 %
Crédits bancaires	33 %
Business angels	18 %
Capital investissement	11 %
Corporate finance	10 %
Bourse	2 %

TABLEAU ANNEXE 7a ◀

GRÂCE À CES FINANCEMENTS, QUELLE EST, SELON VOUS, L'ÉVOLUTION DE VOTRE ENTREPRISE DANS LES DOMAINES SUIVANTS ?

	Sans impact	Accroissement x 1,5	Accroissement ≥ 2
Emplois en R&D	59 %	31 %	10 %
Emplois hors R&D	68 %	26 %	6 %
Nombre d'innovations commercialisées	40 %	39 %	21 %
Accélération du temps de mise au marché de ses innovations	51 %	33 %	16 %
CA sur les nouvelles offres	42 %	40 %	18 %
Présence à l'international	59 %	25 %	16 %
Partenariats de R&D	61 %	27 %	12 %

ANNEXES

BAROMÈTRE
INTERNATIONAL
DU FINANCEMENT
DE L'INNOVATION
2012
8^e ÉDITION

TABLEAU ANNEXE 7b ◀

QUELLES PERSPECTIVES POUR 2012-2013 ?

	En baisse	Maintien	En hausse
Emplois en R&D	10 %	65 %	25 %
Emplois hors R&D	18 %	53 %	29 %
Nombre d'innovations commercialisées	9 %	44 %	47 %
Accélération du temps de mise au marché de ses innovations	10 %	55 %	35 %
CA sur les nouvelles offres	9 %	33 %	58 %
Présence à l'international	7 %	43 %	50 %
Partenariats de R&D	11 %	62 %	27 %

TABLEAU ANNEXE 8a ◀

SUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, QUELLES RESSOURCES EXTERNES VOTRE ENTREPRISE A-T-ELLE UTILISÉES POUR FINANCER SES PROJETS DE R&D ?

	Moins de 10 salariés	De 10 à 250 salariés	De 250 à 500 salariés	De 500 à 5000 salariés	5000 salariés	Total
Crédit d'impôt Recherche	41,60 %	57,76 %	70,59 %	86,67 %	75,00 %	58,06 %

TABLEAU ANNEXE 8b ◀

EN PENSANT AU CIR, QUELLES SONT, PARMIS LES AFFIRMATIONS SUIVANTES, LES 3 AVEC LESQUELLES VOUS ÊTES LE PLUS D'ACCORD ?

Le dispositif clé de soutien à l'innovation	29 %
Une incitation à prendre des risques	18 %
Une manière de rendre le coût de la recherche en France plus compétitif	30 %
Un outil d'attractivité du territoire (attirer les talents, les entreprises étrangères)	7 %
Un dispositif inutile	2 %
Une bouffée d'oxygène dans un contexte économique difficile	14 %

ANNEXES

BAROMÈTRE
INTERNATIONAL
DU FINANCEMENT
DE L'INNOVATION
2012
8^e ÉDITION

TABLEAU ANNEXE 9a ◀

COMMENT LE CIR 2011 VA-T-IL ÊTRE PRINCIPALEMENT RÉINVESTI PAR VOTRE ENTREPRISE ?

	Moyenne
En facilité de trésorerie / Paiement fournisseurs	29 %
Maintien de l'emploi	9 %
Embauches	4 %
En R&D et en brevets	36 %
En acquisition d'équipements	8 %
Dépenses de commercialisation de ses innovations	12 %
Autre	3 %

TABLEAU ANNEXE 9b ◀

CHIFFRES FRANCE :

COMMENT LE CIR 2011 VA-T-IL ÊTRE PRINCIPALEMENT RÉINVESTI PAR VOTRE ENTREPRISE ?

	Moins de 10 salariés	De 10 à 250 salariés	De 250 à 500 salariés	De 500 à 5000 salariés	5000 salariés	Total
En facilité de trésorerie / Paiement fournisseurs	27,1 %	34,4 %	46,2 %	34,6 %	45,5 %	32 %
Maintien de l'emploi	18,8 %	8,2 %	0,0 %	3,9 %	9,1 %	10 %
Embauches	4,2 %	3,3 %	0,0 %	11,5 %	0,0 %	4 %
En R&D et en brevets	39,6 %	37,7 %	38,5 %	42,3 %	45,5 %	41 %
En acquisition d'équipements	2,1 %	1,6 %	15,4 %	0,0 %	0,0 %	3 %
Dépenses de commercialisation de ses innovations	6,3 %	13,1 %	0,0 %	7,7 %	0,0 %	8 %
Autre	2,1 %	1,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	2 %

ANNEXES

BAROMÈTRE
INTERNATIONAL
DU FINANCEMENT
DE L'INNOVATION
2012
8^e ÉDITION

TABLEAU ANNEXE 10 ◀

D'APRÈS VOUS, QUELLES CONSÉQUENCES DIRECTES LES ÉVOLUTIONS DE LA LOI DE FINANCE 2011 SUR LE CIR ONT ELLES EU POUR VOTRE ENTREPRISE ?

Aucune	30,88 %
Moins de visibilité à moyen / long terme dû à l'instabilité du dispositif	52,45 %
Limitation des montants de R&D sous-traitée	25,00 %
Baisse des dépenses de R&D à venir	29,29 %
Baisse du CIR obtenu	44,90 %
Recours à un prestataire conseil pour la prise du CIR	16,67 %

(Données France uniquement)

TABLEAU ANNEXE 11 ◀

D'APRÈS VOUS, EST-CE QUE LE CIR A EU UN IMPACT DÉCISIF ET MESURABLE SUR :

	Oui	Non
La décision de lancement d'un programme de R&D dans un pays plutôt que dans un autre	64 %	36 %
Le choix de vos partenaires de R&D dans un pays plutôt que dans un autre	48 %	52 %
L'implantation de nouveaux centres de R&D en France	45 %	55 %
La non-délocalisation de vos centres de R&D déjà implantés en France	71 %	29 %

TABLEAU ANNEXE 12 ◀

SELON VOUS, QUELLES SONT LES PRINCIPALES CONSÉQUENCES DIRECTES DE LA RÉFORME 2012 (RESTAURANT EN PARTIE LES AVANTAGES DU DISPOSITIF JEI) SUR VOTRE ENTREPRISE ?

	Oui	Non
Relancer le plan d'embauche dans l'entreprise	48 %	52 %
Relancer vos investissements en R&D	37 %	63 %
Augmenter votre prise de risque en termes d'innovation	27 %	73 %
Diminuer votre besoin de financement externe	58 %	42 %
Vous donner une meilleure visibilité dans la mise en place de votre stratégie de développement	45 %	55 %

ANNEXES

BAROMÈTRE
INTERNATIONAL
DU FINANCEMENT
DE L'INNOVATION
2012
8^e ÉDITION

TABLEAU ANNEXE 13 ◀

QUE PENSEZ-VOUS DE L'INSTAURATION D'UN CRÉDIT D'IMPÔT INNOVATION (CII) QUI SERAIT DESTINÉ À SOUTENIR LES DÉPENSES DES ENTREPRISES EN AVAL DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT ?

	Oui
Impact positif sur le développement de votre entreprise	56,62 %
Augmentation du nombre d'innovations que l'entreprise pourra lancer sur le marché	40,71 %
Accroissement des chances de succès des innovations de votre entreprise	38,74 %
Mieux vaut élargir les activités éligibles au Crédit d'impôt Recherche	35,18 %
Risque de nivellement par le bas de la qualité de la recherche en France	9,49 %
Encore un dispositif fiscal de plus dans un paysage fiscal déjà très complexe	37,15 %
Simple effet d'annonce - l'Etat n'a pas les moyens de le financer	28,46 %
Autre	7,91 %

TABLEAU ANNEXE 14 ◀

SUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, QUELLES RESSOURCES EXTERNES VOTRE ENTREPRISE A-T-ELLE UTILISÉES POUR FINANCER SES PROJETS DE R&D ?

	Moins de 10 salariés	De 10 à 250 salariés	De 250 à 500 salariés	De 500 à 5000 salariés	5000 salariés	Total
Aides et subventions	48,40 %	53,47 %	55,56 %	59,46 %	73,08 %	53,76 %

TABLEAU ANNEXE 15 ◀

VOTRE ENTREPRISE A-T-ELLE BÉNÉFICIÉ DE FINANCEMENTS EUROPÉENS ?

	Moins de 10 salariés	De 10 à 250 salariés	De 250 à 500 salariés	De 500 à 5000 salariés	5000 salariés
Oui	18,57 %	26,63 %	19,35 %	44,44 %	78,95 %